

Alain de Benoist : « À terme, une Europe politiquement unifiée est parfaitement possible et surtout nécessaire »

bvoltaire.fr/alain-de-benoist-a-terme-une-europe-politiquement-unifiee-est-parfaitement-possible-et-surtout-necessaire/

Auteur : Alain de Benoist

Le souverainisme semble revenir à la mode. De plus en plus de personnalités, mais aussi d'intellectuels, s'en réclament désormais. Doit-on vous compter parmi eux ?

J'ai beaucoup d'amis souverainistes, dont je partage souvent les diagnostics. Je n'ai pas de mal, non plus, à penser, comme Michel Onfray, que « *le contraire du souverainisme, c'est la vassalité, la soumission, la dépendance, l'assujettissement, la tutelle* », bref, la servitude. Mais personnellement, je ne me définirais pas comme souverainiste,



car il n'est que trop visible que le terme est équivoque et qu'il peut renvoyer à des choses très différentes. La seule chose certaine est que le souverainisme est rigoureusement incompatible avec le libéralisme, qui refuse toute forme de souveraineté politique au motif qu'elle constitue une menace pour la liberté individuelle.

Rappelons aussi que la souveraineté et l'identité ne vont pas nécessairement de pair. Une nation ayant perdu son identité peut très bien être souveraine, un pays doté d'une identité forte peut ne pas l'être du tout. Il est évidemment souhaitable que l'une et l'autre aillent de pair (la souveraineté garantissant alors le maintien de l'identité), mais cela n'a rien d'automatique. Il faut savoir, en outre, ce que l'on entend par souveraineté : l'autonomie ou l'indépendance ? Ces deux mots ne sont pas synonymes, d'autant que le désir de souveraineté se heurte nécessairement à des contraintes naturelles. Des pays comme la France, l'Allemagne ou l'Italie peuvent se donner les moyens de la souveraineté, mais le mot n'a pas le même sens pour l'Islande, la Finlande ou la principauté du Liechtenstein. Enfin, dans un monde de plus en plus interdépendant, l'autosuffisance ne peut se concevoir qu'à l'échelle continentale.

La souveraineté se décline dans tous les domaines : souveraineté politique, qui est affaire de volonté, souveraineté militaire, qui implique que l'on quitte l'OTAN, souveraineté économique et énergétique, etc.

On peut, bien sûr, décliner le terme à l'infini, mais il reste que la notion même de souveraineté est une notion politique. S'il n'y a pas de souveraineté politique, la souveraineté n'existe pas. Le problème est que la démocratie politique renvoie à deux choses complémentaires, mais différentes : la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. Ceux qui s'affirment, aujourd'hui, souverainistes n'ont souvent en tête que la première. Pour reprendre une distinction introduite par Régis Debray, ils sont « républicains » plus que « démocrates » – ce qui n'est pas mon cas. Il faudrait, ici, situer le souverainisme par rapport à trois familles différentes : les identitaires, les « républicains » et les populistes. Le fait est que la souveraineté populaire est le principe de base de la démocratie, tandis que la souveraineté nationale peut très bien coexister avec une dictature. Les deux choses sont donc bien différentes. Pour moi, souveraineté politique et souveraineté populaire n'ont de sens que si les deux vont de pair.

Pour compliquer les choses, les souverainistes se réfèrent en général, de manière implicite, à la souveraineté telle qu'elle a été définie au XVI^e siècle par Jean Bodin (*Les Six Livres de la République*) : comme une puissance perpétuelle, indivisible et absolue, théorie qui a servi de fondement à la monarchie absolue et de principe fondateur au jacobinisme de l'État-nation. Mais cette façon de concevoir la souveraineté politique n'est pas la seule possible. Johannes Althusius (*Politica methodice digesta*, 1603), pour ne citer que lui, en tenait au contraire, non pour une souveraineté omnicompetente, mais pour une souveraineté répartie, faisant une large place au principe de subsidiarité (ou principe de compétence suffisante), à l'autonomie de la base et à la liberté des groupes. On est là dans une optique très différente, qui nous rappelle que l'Europe a connu, dans son histoire, deux grandes formes politiques elles aussi bien distinctes : l'État-nation dans sa partie occidentale (France, Espagne, Angleterre), l'empire dans sa partie centrale (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie).

L'idée de souveraineté européenne paraît, aujourd'hui, chimérique : en cas de crise, les États ne s'en remettent qu'à eux-mêmes, comme on l'a vu avec la crise sanitaire. Une souveraineté européenne est-elle pour autant inatteignable ?

Les souverainistes affirment souvent que la nation est le seul cadre dans lequel la souveraineté soit envisageable. Au fond, ils pensent, comme Maurras, que la nation est « *le plus vaste des cercles communautaires qui soient, au temporel, solides et complets* » et que la souveraineté politique ne peut s'exercer qu'à cette échelle. Ils ajoutent, en général, qu'une Europe politique est impossible car il n'y a pas de peuple européen, oubliant qu'il n'y avait pas, non plus, de peuple français quand l'État français a commencé d'exister (et qu'en 1789, la majorité des Français ne parlaient pas le français). Je ne partage pas cet avis. Je pense qu'à terme, une Europe politiquement unifiée est parfaitement possible, et qu'elle est surtout nécessaire. Je comprends très bien que, dans la situation actuelle, on se replie sur les souverainetés nationales (ou ce qu'il en reste), mais je suis convaincu qu'il ne peut s'agir que d'un pis-aller. Dans un monde multipolaire, l'avenir est aux grands ensembles civilisationnels et continentaux.

L'« Europe des nations » est une formule sympathique, mais elle est synonyme d'Europe impuissante, puisque les gouvernements sont incapables de s'accorder sur des politiques communes. Dans l'immédiat, c'est l'Union européenne, véritable anti-Europe, qui doit disparaître – car elle n'est pas (ou plus) réformable –, puisqu'elle a voulu faire de l'Europe un marché alors que celle-ci doit devenir une puissance autonome, en même temps qu'un creuset de culture et de civilisation.

Entretien réalisé par Nicolas Gauthier

© Copyright 2020 Boulevard Voltaire